

CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE
sur la réaffirmation et le développement
du droit international humanitaire applicable
dans les conflits armés

PROTOCOLE ADDITIONNEL

II

GENÈVE
1977

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	5
-----------------	---

TITRE I

PORTEE DU PRESENT PROTOCOLE

Article premier -- Champ d'application matériel	6
Article 2 -- Champ d'application personnel	6
Article 3 -- Non-intervention	6

PROTOCOLE ADDITIONNEL AUX CONVENTIONS DE GENEVE

DU 12 AOÛT 1949 RELATIF A LA PROTECTION DES VICTIMES DES

CONFLITS ARMES NON INTERNATIONAUX (PROTOCOLE II)

TITRE II

BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES

Article 7 -- Protection et soins	10
Article 8 -- Recensement	10
Article 9 -- Protection du personnel médical et religieux	10
Article 10 -- Protection générale de la santé publique	10
Article 11 -- Protection des enfants et des femmes	10
Article 12 -- Signes distinctifs	11

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	5
TITRE I	
PORTEE DU PRESENT PROTOCOLE	
Article premier — Champ d'application matériel	6
Article 2 — Champ d'application personnel	6
Article 3 — Non-intervention	6
TITRE II	
TRAITEMENT HUMAIN	
Article 4 — Garanties fondamentales	7
Article 5 — Personnes privées de liberté	8
Article 6 — Poursuites pénales	9
TITRE III	
BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES	
Article 7 — Protection et soins	10
Article 8 — Recherches	10
Article 9 — Protection du personnel sanitaire et religieux	10
Article 10 — Protection générale de la mission médicale	10
Article 11 — Protection des unités et moyens de transport sanitaires	10
Article 12 — Signe distinctif	11

TITRE IV

POPULATION CIVILE

Article 13 — Protection de la population civile	11
Article 14 — Protection des biens indispensables à la survie de la population civile	11
Article 15 — Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses	11
Article 16 — Protection des biens culturels et des lieux de culte	12
Article 17 — Interdiction des déplacements forcés	12
Article 18 — Sociétés de secours et actions de secours	12

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 19 — Diffusion	12
Article 20 — Signature	12
Article 21 — Ratification	13
Article 22 — Adhésion	13
Article 23 — Entrée en vigueur	13
Article 24 — Amendement	13
Article 25 — Dénonciation	13
Article 26 — Notifications	13
Article 27 — Enregistrement	14
Article 28 — Textes authentiques	14

PREAMBULE

Les Hautes Parties contractantes,

Rappelant que les principes humanitaires consacrés par l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 constituent le fondement du respect de la personne humaine en cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international,

Rappelant également que les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme offrent à la personne humaine une protection fondamentale,

Soulignant la nécessité d'assurer une meilleure protection aux victimes de ces conflits armés,

Rappelant que, pour les cas non prévus par le droit en vigueur, la personne humaine reste sous la sauvegarde des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique,

Sont convenues de ce qui suit :

TITRE I

PORTEE DU PRESENT PROTOCOLE

Article premier – Champ d'application matériel

1. Le présent Protocole, qui développe et complète l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 sans modifier ses conditions d'application actuelles, s'applique à tous les conflits armés qui ne sont pas couverts par l'article premier du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), et qui se déroulent sur le territoire d'une Haute Partie contractante entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le présent Protocole.

2. Le présent Protocole ne s'applique pas aux situations de tensions internes, de troubles intérieurs, comme les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues, qui ne sont pas considérés comme des conflits armés.

Article 2 – Champ d'application personnel

1. Le présent Protocole s'applique sans aucune distinction de caractère défavorable fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou la croyance, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou une autre situation, ou tous autres critères analogues (ci-après appelés "distinction de caractère défavorable") à toutes les personnes affectées par un conflit armé au sens de l'article premier.

2. A la fin du conflit armé, toutes les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit, ainsi que celles qui seraient l'objet de telles mesures après le conflit pour les mêmes motifs, bénéficieront des dispositions des articles 5 et 6 jusqu'au terme de cette privation ou de cette restriction de liberté.

Article 3 – Non-intervention

1. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée en vue de porter atteinte à la souveraineté d'un Etat ou à la responsabilité du gouvernement de maintenir ou de rétablir l'ordre public dans l'Etat ou de défendre l'unité nationale et l'intégrité territoriale de l'Etat par tous les moyens légitimes.

2. Aucune disposition du présent Protocole ne sera invoquée comme une justification d'une intervention directe ou indirecte, pour quelque raison que ce soit, dans le conflit armé ou dans les affaires intérieures ou extérieures de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle ce conflit se produit.

TITRE II

TRAITEMENT HUMAIN

Article 4 – Garanties fondamentales

1. Toutes les personnes qui ne participent pas directement ou ne participent plus aux hostilités, qu'elles soient ou non privées de liberté, ont droit au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs convictions et de leurs pratiques religieuses. Elles seront en toutes circonstances traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable. Il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants.

2. Sans préjudice du caractère général des dispositions qui précèdent, sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu à l'égard des personnes visées au paragraphe 1 :

- a) les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles;
- b) les punitions collectives;
- c) la prise d'otages;
- d) les actes de terrorisme;
- e) les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur;
- f) l'esclavage et la traite des esclaves sous toutes leurs formes;
- g) le pillage;
- h) la menace de commettre les actes précités.

3. Les enfants recevront les soins et l'aide dont ils ont besoin et, notamment :

- a) ils devront recevoir une éducation, y compris une éducation religieuse et morale, telle que la désirent leurs parents ou, en l'absence de parents, les personnes qui en ont la garde;
- b) toutes les mesures appropriées seront prises pour faciliter le regroupement des familles momentanément séparées;
- c) les enfants de moins de quinze ans ne devront pas être recrutés dans les forces ou groupes armés, ni autorisés à prendre part aux hostilités;
- d) la protection spéciale prévue par le présent article pour les enfants de moins de quinze ans leur restera applicable s'ils prennent directement part aux hostilités en dépit des dispositions de l'alinéa c et sont capturés;
- e) des mesures seront prises, si nécessaire et, chaque fois que ce sera possible, avec le consentement des parents ou des personnes qui en ont la garde à titre principal en vertu de la loi ou de la coutume, pour évacuer temporairement les enfants du secteur où des hostilités ont lieu vers un secteur plus sûr du pays, et pour les faire accompagner par des personnes responsables de leur sécurité et de leur bien-être.

Article 5 – Personnes privées de liberté

1. Outre les dispositions de l'article 4, les dispositions suivantes seront au minimum respectées à l'égard des personnes privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues :

- a) les blessés et les malades seront traités conformément à l'article 7;
- b) les personnes visées au présent paragraphe recevront dans la même mesure que la population civile locale des vivres et de l'eau potable et bénéficieront de garanties de salubrité et d'hygiène et d'une protection contre les rigueurs du climat et les dangers du conflit armé;
- c) elles seront autorisées à recevoir des secours individuels ou collectifs;
- d) elles pourront pratiquer leur religion et recevoir à leur demande, si cela est approprié, une assistance spirituelle de personnes exerçant des fonctions religieuses, telles que les aumôniers;
- e) elles devront bénéficier, si elles doivent travailler, de conditions de travail et de garanties semblables à celles dont jouit la population civile locale.

2. Ceux qui sont responsables de l'internement ou de la détention des personnes visées au paragraphe 1 respecteront dans toute la mesure de leurs moyens les dispositions suivantes à l'égard de ces personnes :

- a) sauf lorsque les hommes et les femmes d'une même famille sont logés ensemble, les femmes seront gardées dans des locaux séparés de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes;
- b) les personnes visées au paragraphe 1 seront autorisées à expédier et à recevoir des lettres et des cartes dont le nombre pourra être limité par l'autorité compétente si elle l'estime nécessaire;
- c) les lieux d'internement et de détention ne seront pas situés à proximité de la zone de combat. Les personnes visées au paragraphe 1 seront évacuées lorsque les lieux où elles sont internées ou détenues deviennent particulièrement exposés aux dangers résultant du conflit armé, si leur évacuation peut s'effectuer dans des conditions suffisantes de sécurité;
- d) elles devront bénéficier d'examens médicaux;
- e) leur santé et leur intégrité physiques ou mentales ne seront compromises par aucun acte ni par aucune omission injustifiés. En conséquence, il est interdit de soumettre les personnes visées au présent article à un acte médical qui ne serait pas motivé par leur état de santé et ne serait pas conforme aux normes médicales généralement reconnues et appliquées dans des circonstances médicales analogues aux personnes jouissant de leur liberté.

3. Les personnes qui ne sont pas couvertes par le paragraphe 1 mais dont la liberté est limitée de quelque façon que ce soit, pour des motifs en relation avec le conflit armé, seront traitées avec humanité conformément à l'article 4 et aux paragraphes 1 a, c, d et 2 b du présent article.

4. S'il est décidé de libérer des personnes privées de liberté, les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces personnes seront prises par ceux qui décideront de les libérer.

Article 6 – Poursuites pénales

1. Le présent article s'applique à la poursuite et à la répression d'infractions pénales en relation avec le conflit armé.
2. Aucune condamnation ne sera prononcée ni aucune peine exécutée à l'encontre d'une personne reconnue coupable d'une infraction sans un jugement préalable rendu par un tribunal offrant les garanties essentielles d'indépendance et d'impartialité. En particulier :
 - a) la procédure disposera que le prévenu doit être informé sans délai des détails de l'infraction qui lui est imputée et assurera au prévenu avant et pendant son procès tous les droits et moyens nécessaires à sa défense;
 - b) nul ne peut être condamné pour une infraction si ce n'est sur la base d'une responsabilité pénale individuelle;
 - c) nul ne peut être condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne peut être infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si postérieurement à cette infraction la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier;
 - d) toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;
 - e) toute personne accusée d'une infraction a le droit d'être jugée en sa présence;
 - f) nul ne peut être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable.
3. Toute personne condamnée sera informée, au moment de sa condamnation, de ses droits de recours judiciaires et autres, ainsi que des délais dans lesquels ils doivent être exercés.
4. La peine de mort ne sera pas prononcée contre les personnes âgées de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction et elle ne sera pas exécutée contre les femmes enceintes et les mères d'enfants en bas âge.
5. A la cessation des hostilités, les autorités au pouvoir s'efforceront d'accorder la plus large amnistie possible aux personnes qui auront pris part au conflit armé ou qui auront été privées de liberté pour des motifs en relation avec le conflit armé, qu'elles soient internées ou détenues.

TITRE III

BLESSES, MALADES ET NAUFRAGES

Article 7 – Protection et soins

1. Tous les blessés, les malades et les naufragés, qu'ils aient ou non pris part au conflit armé, seront respectés et protégés.
2. Ils seront, en toutes circonstances, traités avec humanité et recevront, dans toute la mesure du possible et dans les délais les plus brefs, les soins médicaux qu'exige leur état. Aucune distinction fondée sur des critères autres que médicaux ne sera faite entre eux.

Article 8 – Recherches

Chaque fois que les circonstances le permettront, et notamment après un engagement, toutes les mesures possibles seront prises sans retard pour rechercher et recueillir les blessés, les malades et les naufragés, les protéger contre le pillage et les mauvais traitements et leur assurer les soins appropriés, ainsi que pour rechercher les morts, empêcher qu'ils soient dépouillés et leur rendre les derniers devoirs.

Article 9 – Protection du personnel sanitaire et religieux

1. Le personnel sanitaire et religieux sera respecté et protégé. Il recevra toute l'aide disponible dans l'exercice de ses fonctions et ne sera pas astreint à des tâches incompatibles avec sa mission humanitaire.
2. Il ne sera pas exigé du personnel sanitaire que sa mission s'accomplisse en priorité au profit de qui que ce soit, sauf pour des raisons médicales.

Article 10 – Protection générale de la mission médicale

1. Nul ne sera puni pour avoir exercé une activité de caractère médical conforme à la déontologie, quels qu'aient été les circonstances ou les bénéficiaires de cette activité.
2. Les personnes exerçant une activité de caractère médical ne pourront être contraintes ni d'accomplir des actes ou d'effectuer des travaux contraires à la déontologie ou à d'autres règles médicales qui protègent les blessés et les malades, ou aux dispositions du présent Protocole, ni de s'abstenir d'accomplir des actes exigés par ces règles ou dispositions.
3. Les obligations professionnelles des personnes exerçant des activités de caractère médical quant aux renseignements qu'elles pourraient obtenir sur les blessés et les malades soignés par elles devront être respectées sous réserve de la législation nationale.
4. Sous réserve de la législation nationale, aucune personne exerçant des activités de caractère médical ne pourra être sanctionnée de quelque manière que ce soit pour avoir refusé ou s'être abstenue de donner des renseignements concernant les blessés et les malades qu'elle soigne ou qu'elle a soignés.

Article 11 – Protection des unités et moyens de transport sanitaires

1. Les unités et moyens de transport sanitaires seront en tout temps respectés et protégés et ne seront pas l'objet d'attaques.

2. La protection due aux unités et moyens de transport sanitaires ne pourra cesser que s'ils sont utilisés pour commettre, en dehors de leur fonction humanitaire, des actes hostiles. Toutefois, la protection cessera seulement après qu'une sommation fixant, chaque fois qu'il y aura lieu, un délai raisonnable, sera demeurée sans effet.

Article 12 – Signe distinctif

Sous le contrôle de l'autorité compétente concernée, le signe distinctif de la croix rouge, du croissant rouge ou du lion-et-soleil rouge, sur fond blanc, sera arboré par le personnel sanitaire et religieux, les unités et moyens de transport sanitaires. Il doit être respecté en toutes circonstances. Il ne doit pas être employé abusivement.

TITRE IV

POPULATION CIVILE

Article 13 – Protection de la population civile

1. La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires. En vue de rendre cette protection effective, les règles suivantes seront observées en toutes circonstances.
2. Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne devront être l'objet d'attaques. Sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.
3. Les personnes civiles jouissent de la protection accordée par le présent Titre, sauf si elles participent directement aux hostilités et pendant la durée de cette participation.

Article 14 – Protection des biens indispensables à la survie de la population civile

Il est interdit d'utiliser contre les personnes civiles la famine comme méthode de combat. Il est par conséquent interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage à cette fin des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que les denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation.

Article 15 – Protection des ouvrages et installations contenant des forces dangereuses

Les ouvrages d'art ou les installations contenant des forces dangereuses, à savoir les barrages, les digues et les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, ne seront pas l'objet d'attaques, même s'ils constituent des objectifs militaires, lorsque ces attaques peuvent entraîner la libération de ces forces et causer, en conséquence, des pertes sévères dans la population civile.

Article 16 – Protection des biens culturels et des lieux de culte

Sous réserve des dispositions de la Convention de La Haye du 14 mai 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, il est interdit de commettre tout acte d'hostilité dirigé contre les monuments historiques, les oeuvres d'art ou les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples et de les utiliser à l'appui de l'effort militaire.

Article 17 – Interdiction des déplacements forcés

1. Le déplacement de la population civile ne pourra pas être ordonné pour des raisons ayant trait au conflit sauf dans les cas où la sécurité des personnes civiles ou des raisons militaires impératives l'exigent. Si un tel déplacement doit être effectué, toutes les mesures possibles seront prises pour que la population civile soit accueillie dans des conditions satisfaisantes de logement, de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation.
2. Les personnes civiles ne pourront pas être forcées de quitter leur propre territoire pour des raisons ayant trait au conflit.

Article 18 – Sociétés de secours et actions de secours

1. Les sociétés de secours situées dans le territoire de la Haute Partie contractante, telles que les organisations de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion-et-Soleil-Rouge) pourront offrir leurs services en vue de s'acquitter de leurs tâches traditionnelles à l'égard des victimes du conflit armé. La population civile peut, même de son propre chef, offrir de recueillir et soigner les blessés, les malades et les naufragés.
2. Lorsque la population civile souffre de privations excessives par manque des approvisionnements essentiels à sa survie, tels que vivres et ravitaillements sanitaires, des actions de secours en faveur de la population civile, de caractère exclusivement humanitaire et impartial et conduites sans aucune distinction de caractère défavorable, seront entreprises avec le consentement de la Haute Partie contractante concernée.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 19 – Diffusion

Le présent Protocole sera diffusé aussi largement que possible.

Article 20 – Signature

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties aux Conventions six mois après la signature de l'Acte final et restera ouvert durant une période de douze mois.

Article 21 – Ratification

Le présent Protocole sera ratifié dès que possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil fédéral suisse, dépositaire des Conventions.

Article 22 – Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie aux Conventions non signataire du présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

Article 23 – Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt de deux instruments de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacune des Parties aux Conventions qui le ratifiera ou y adhérera ultérieurement, le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 24 – Amendement

1. Toute Haute Partie contractante pourra proposer des amendements au présent Protocole. Le texte de tout projet d'amendement sera communiqué au dépositaire qui, après consultation de l'ensemble des Hautes Parties contractantes et du Comité international de la Croix-Rouge, décidera s'il convient de convoquer une conférence pour examiner le ou les amendements proposés.
2. Le dépositaire invitera à cette conférence les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, signataires ou non du présent Protocole.

Article 25 – Dénonciation

1. Au cas où une Haute Partie contractante dénoncerait le présent Protocole, la dénonciation ne produira ses effets que six mois après réception de l'instrument de dénonciation. Si toutefois, à l'expiration des six mois, la Partie dénonçante se trouve dans la situation visée à l'article premier, la dénonciation ne prendra effet qu'à la fin du conflit armé. Les personnes qui auront été l'objet d'une privation ou d'une restriction de liberté pour des motifs en relation avec ce conflit continueront néanmoins à bénéficier des dispositions du présent Protocole jusqu'à leur libération définitive.
2. La dénonciation sera notifiée par écrit au dépositaire qui informera toutes les Hautes Parties contractantes de cette notification.

Article 26 – Notifications

Le dépositaire informera les Hautes Parties contractantes ainsi que les Parties aux Conventions, qu'elles soient signataires ou non du présent Protocole :

- a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément aux articles 21 et 22;
- b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 23; et
- c) des communications et déclarations reçues conformément à l'article 24.

Article 27 – Enregistrement

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera transmis par le depositaire au Secrétariat des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
2. Le depositaire informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications et adhésions qu'il pourra recevoir au sujet du présent Protocole.

Article 28 – Textes authentiques

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques, sera déposé auprès du depositaire qui fera parvenir des copies certifiées conformes à toutes les Parties aux Conventions.

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ К ЖЕНЕВСКИМ КОНВЕНЦИЯМ ОТ
12 АВГУСТА 1949 ГОДА, КАСАЮЩИЙСЯ ЗАЩИТЫ ЖЕРТВ ВООРУЖЕННЫХ
КОНФЛИКТОВ НЕМЕЖДУНАРОДНОГО ХАРАКТЕРА (ПРОТОКОЛ 11)

СОДЕРЖАНИЕ

	стр.
ПРЕАМБУЛА	3

ЧАСТЬ I

СФЕРА ПРИМЕНЕНИЯ НАСТОЯЩЕГО ПРОТОКОЛА

Статья 1 — Основная сфера применения	6
Статья 2 — Сфера применения в отношении отдельных лиц	6
Статья 3 — Невменятельство	8

ДОПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ К ЖЕНЕВСКИМ КОНВЕНЦИЯМ ОТ 12 АВГУСТА 1949 ГОДА, КАСАЮЩИЙСЯ ЗАЩИТЫ ЖЕРТВ ВООРУЖЕННЫХ КОНФЛИКТОВ НЕМЕЖДУНАРОДНОГО ХАРАКТЕРА (ПРОТОКОЛ II)

Статья 4 — Основные гарантии	7
Статья 5 — Лица, свобода которых была ограничена	8
Статья 6 — Уголовное преследование	9

ЧАСТЬ II

РАНЕНЫЕ, БОЛЬНЫЕ И ЛИЦА, ПОТЕРПЕВШИЕ КОРАБЛЕКРУШЕНИЕ

Статья 7 — Защита и уход	10
Статья 8 — Роумек	10
Статья 9 — Защита медицинского и духовного персонала	10
Статья 10 — Общая защита лиц, выполняющих медицинские функции	10
Статья 11 — Защита медицинских формирований и санитарно-транспортных средств	11
Статья 12 — Обязательная эмблема	11

СОДЕРЖАНИЕ

ПРЕАМБУЛА	стр. 5
-----------------	--------

ЧАСТЬ I

СФЕРА ПРИМЕНЕНИЯ НАСТОЯЩЕГО ПРОТОКОЛА

Статья 1 — Основная сфера применения	6
Статья 2 — Сфера применения в отношении отдельных лиц	6
Статья 3 — Невмешательство	6

ЧАСТЬ IV

ГУМАННОЕ ОБРАЩЕНИЕ

Статья 4 — Основные гарантии	7
Статья 5 — Лица, свобода которых была ограничена	8
Статья 6 — Уголовное преследование	9

ЧАСТЬ III

РАНЕННЫЕ, БОЛЬНЫЕ И ЛИЦА, ПОТЕРПЕВШИЕ КОРАБЛЕКРУШЕНИЕ

Статья 7 — Защита и уход	10
Статья 8 — Розыск	10
Статья 9 — Защита медицинского и духовного персонала	10
Статья 10 — Общая защита лиц, выполняющих медицинские функции	10
Статья 11 — Защита медицинских формирований и санитарно-транспортных средств	11
Статья 12 — Отличительная эмблема	11

ЧАСТЬ 1У

ГРАЖДАНСКОЕ НАСЕЛЕНИЕ

	<i>стр.</i>
Статья 13 — Защита гражданского населения	11
Статья 14 — Защита объектов, необходимых для выживания гражданского населения	11
Статья 15 — Защита установок и сооружений, содержащих опасные силы . .	12
Статья 16 — Защита культурных ценностей и мест отправления культа	12
Статья 17 — Запрещение принудительного перемещения гражданских лиц . .	12
Статья 18 — Общества помощи и операции по оказанию помощи	12

ЧАСТЬ У

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 19 — Распространение	13
Статья 20 — Подписание	13
Статья 21 — Ратификация	13
Статья 22 — Присоединение	13
Статья 23 — Вступление в силу	13
Статья 24 — Поправки	13
Статья 25 — Денонсация	13
Статья 26 — Уведомления	14
Статья 27 — Регистрация	14
Статья 28 — Аутентичные тексты	14

Настоящий Договор, заключаемый в соответствии со статьей 1, имеет целью обеспечить соблюдение основных принципов международного права, касающихся защиты человеческого достоинства и жизни в условиях вооруженного конфликта. Он основан на принципах, изложенных в Женевских конвенциях от 12 августа 1949 года, и призван дополнить их, обеспечивая защиту гражданского населения, раненых и больных, военнопленных, а также лиц, не участвующих в боевых действиях. Договор устанавливает обязательства Сторон по обеспечению соблюдения этих принципов и по оказанию помощи жертвам вооруженного конфликта. Он также предусматривает меры по предотвращению повторения подобных конфликтов и по обеспечению мира и стабильности в мире.

ПРЕАМБУЛА

Высокие Договаривающиеся Стороны,

напоминая, что гуманитарные принципы, изложенные в статье 3, общей для Женевских конвенций от 12 августа 1949 года, лежат в основе уважения человеческой личности в случае вооруженного конфликта, не носящего международный характер,

напоминая, далее, что международные документы, касающиеся прав человека, представляют основную защиту человеческой личности,

подчеркивая необходимость обеспечить лучшую защиту жертв таких вооруженных конфликтов,

напоминая, что в случаях, не предусмотренных действующими правовыми нормами, человеческая личность остается под защитой принципов гуманности и требований общественного сознания,

согласились о нижеследующем:

ЧАСТЬ 1

СФЕРА ПРИМЕНЕНИЯ НАСТОЯЩЕГО ПРОТОКОЛА

Статья 1 – Основная сфера применения

1. Настоящий Протокол, развивающий и дополняющий статью 3, общую для Женевских конвенций от 12 августа 1949 года, не изменяя существующих условий ее применения, применяется ко всем вооруженным конфликтам, не подпадающим под действие статьи 1 Дополнительного протокола к Женевским конвенциям от 12 августа 1949 года, касающегося защиты жертв международных вооруженных конфликтов (Протокол 1), и происходящим на территории какой-либо Высокой Договаривающейся Стороны между ее вооруженными силами или другими организованными вооруженными группами, которые, находясь под ответственным командованием, осуществляют такой контроль над частью ее территории, который позволяет им осуществлять непрерывные и согласованные военные действия и применять настоящий Протокол.

2. Настоящий Протокол не применяется к случаям нарушения внутреннего порядка и возникновения обстановки внутренней напряженности, таким, как беспорядки, отдельные и спорадические акты насилия и иные акты аналогичного характера, поскольку таковые не являются вооруженными конфликтами.

Статья 2 – Сфера применения в отношении отдельных лиц

1. Настоящий Протокол применяется без какого бы то ни было неблагоприятного различия, основанного на признаках расы, цвета кожи, пола, языка, религии или вероисповедования, политических или иных убеждений, национального или социального происхождения, имущественного положения, рождения или иного статуса, или на каких-либо других подобных критериях (именуемого далее "неблагоприятным различием"), ко всем лицам, затрагиваемым вооруженным конфликтом, как он определен в статье 1.

2. По окончании вооруженного конфликта все лица, которые были подвергнуты лишению или ограничению свободы по причинам, связанным с таким конфликтом, а также те лица, которые подвергаются лишению или ограничению свободы по тем же причинам после конфликта, пользуются защитой, предусмотренной статьями 5 и 6, до конца периода такого лишения или ограничения их свободы.

Статья 3 – Невмешательство

1. Ничто в настоящем Протоколе не должно истолковываться как затрагивающего суверенитет государства или обязанность правительства всеми законными средствами поддерживать или восстанавливать правопорядок в государстве или защищать национальное единство и территориальную целостность государства.

2. Ничто в настоящем Протоколе не должно истолковываться как оправдание прямого или косвенного вмешательства по какой бы то ни было причине в вооруженный конфликт или во внутренние или внешние дела Высокой Договаривающейся Стороны, на территории которой происходит этот конфликт

ЧАСТЬ 11

ГУМАННОЕ ОБРАЩЕНИЕ

Статья 4 – Основные гарантии

1. Все лица, не принимающие непосредственного участия или прекратившие принимать участие в военных действиях, независимо от того, ограничена их свобода или нет, имеют право на уважение своей личности, своей чести, своих убеждений и своих религиозных обрядов. При всех обстоятельствах с ними обращаются гуманно и без какого-либо неблагоприятного различия. Запрещается отдавать приказ не оставлять никого в живых.

2. Без ущерба общим положениям, указанным выше, запрещаются и будут оставаться запрещенными в любое время и в любом месте следующие действия в отношении лиц, упомянутых в пункте 1:

- а) посягательство на жизнь, здоровье, физическое и психическое состояние лиц в частности, убийства, а также такое жестокое обращение, как пытки, нанесение увечий или любые формы телесных наказаний;
- б) коллективные наказания;
- в) взятие заложников;
- г) акты терроризма;
- д) надругательство над человеческим достоинством, в частности, унижительное и оскорбительное обращение, изнасилование, принуждение к проституции или непристойное посягательство в любой форме;
- е) рабство и работорговля во всех их формах;
- ж) грабеж;
- з) угрозы совершить любое из вышеуказанных действий.

3. Детям обеспечиваются необходимые забота и помощь и, в частности:

- а) они получают образование, включая религиозное и нравственное воспитание, согласно пожеланиям их родителей или, в случае отсутствия родителей, тех лиц, которые несут ответственность за попечение над ними;
- б) принимаются все необходимые меры для содействия воссоединению разлученных семей;
- в) дети, не достигшие пятнадцатилетнего возраста, не подлежат вербовке в вооруженные силы или группы и им не разрешается принимать участие в военных действиях;
- г) особая защита, предусматриваемая настоящей статьей в отношении детей, не достигших пятнадцатилетнего возраста, продолжает применяться к ним, если они принимают непосредственное участие в военных действиях, вопреки положениям подпункта в), и попадают в плен;

Статья 5 – Лица, свобода которых была ограничена

1. В дополнение к положениям статьи 4 в отношении лиц, лишенных свободы по причинам, связанным с вооруженным конфликтом, независимо от того, интернированы они или задержаны, соблюдаются, как минимум, следующие положения:

- a) раненые и больные пользуются обращением в соответствии с положениями статьи 7;
- б) лица, указанные в этом пункте, в такой же степени, как и местное гражданское население, снабжаются продовольствием и питьевой водой, им обеспечиваются условия для сохранения здоровья и соблюдения гигиены, а также предоставляется защита от суровых климатических условий и опасностей вооруженного конфликта;
- в) им разрешается получать помощь в индивидуальном или коллективном порядке;
- г) им разрешается отправлять свои религиозные обряды и, при наличии соответствующих просьб и когда это уместно, получать духовную помощь от лиц, таких как священники, которые выполняют религиозные функции;
- д) в случае привлечения к работе, они обеспечиваются условиями труда и защитой, аналогичными тем, которые предоставляют местному гражданскому населению.

2. Те, кто несет ответственность за интернирование или задержание лиц, о которых говорится в пункте 1, соблюдают также, в пределах своих возможностей, следующие положения, касающиеся таких лиц:

- a) за исключением случаев совместного размещения мужчин и женщин, составляющих одну семью, женщины содержатся в помещениях, отдельных от помещений, занимаемых мужчинами, и находятся под непосредственным надзором женщин;
- б) им разрешается посылать и получать письма и почтовые карточки, число которых может быть ограничено компетентными властями, если они сочтут это необходимым;
- в) места содержания интернированных и задержанных лиц не должны находиться вблизи зоны боевых действий. Лица, упомянутые в пункте 1, должны быть эвакуированы, когда места их интернирования или задержания подвергаются прямой опасности в результате вооруженного конфликта, если их эвакуация может быть осуществлена в достаточно безопасных условиях;
- г) они пользуются правом на медицинское обслуживание;
- д) их физическому или психическому состоянию здоровья и неприкосновенности не наносится ущерб путем какого-либо неоправданного действия или упущения. Соответственно запрещается подвергать лиц, указанных в настоящей статье, каким бы то ни было медицинским процедурам, необходимость в которых не вызывается состоянием здоровья соответствующих лиц и которые не отвечают общепринятым медицинским нормам, применяемым в отношении свободных лиц при аналогичных с медицинской точки зрения обстоятельствах.

3. Лица, на которых не распространяются положения пункта 1, но свобода которых каким бы то ни было образом ограничивается по причинам, связанным с вооруженным конфликтом, пользуются гуманным обращением в соответствии со статьей 4 и пунктами 1 а), в) и 2 б) настоящей статьи.

4. Если принимается решение об освобождении лиц, лишенных свободы, те, кто принимает такое решение, предпринимают необходимые меры для обеспечения безопасности этих лиц.

Статья 6 — Уголовное преследование

1. Настоящая статья применяется к судебному преследованию и наказанию за уголовные правонарушения, связанные с вооруженным конфликтом.

2. Никакое судебное решение не выносится и никакое наказание не налагается в отношении лица, признанного виновным в правонарушении, кроме как на основе приговора суда, обеспечивающего основные гарантии независимости и беспристрастности. В частности:

- а) процедура должна предусматривать, чтобы обвиняемый был без промедления информирован о деталях правонарушения, вменяемого ему в вину, и предоставлять обвиняемому до и во время суда над ним все необходимые права и средства защиты;
- б) ни одно лицо не может быть осуждено за правонарушение, кроме как на основе личной уголовной ответственности;
- в) ни одно лицо не может быть признано виновным в каком-либо уголовном правонарушении в связи с каким-либо действием или упущением, которое не являлось уголовным правонарушением по закону во время его совершения; равным образом, не может налагаться более суровое наказание, чем то, которое было применено, когда было совершено данное уголовное правонарушение; если после совершения правонарушения законом устанавливается более легкое наказание, то действие этого закона распространяется и на данного правонарушителя;
- г) каждый, кому предъявляется обвинение в правонарушении, считается невиновным до тех пор, пока его вина не будет доказана по закону;
- д) каждый, кому предъявляется обвинение в правонарушении, имеет право на судебное разбирательство в его присутствии;
- е) ни одно лицо не может быть принуждено к даче показаний против самого себя или к признанию себя виновным.

3. При вынесении приговора осужденному должно быть сообщено о его праве на обжалование в судебном или ином порядке, а также о сроке, в течение которого он может воспользоваться этим правом.

4. Смертный приговор не выносится лицам, которые в момент совершения правонарушения не достигли восемнадцатилетнего возраста, и не приводится в исполнение в отношении беременных женщин и матерей, имеющих малолетних детей.

5. По прекращении военных действий органы, находящиеся у власти, стремятся предоставить как можно более широкую амнистию лицам, участвовавшим в вооруженном конфликте, и лицам, лишенным свободы по причинам, связанным с вооруженным конфликтом, независимо от того, были ли они интернированы или задержаны.

ЧАСТЬ III

РАНЕННЫЕ, БОЛЬНЫЕ И ЛИЦА, ПОТЕРПЕВШИЕ КОРАБЛЕКРУШЕНИЕ

Статья 7 – Защита и уход

1. Все раненные, больные и лица, потерпевшие кораблекрушение, независимо от того, принимали ли они участие в вооруженном конфликте, пользуются уважением и защитой.
2. При всех обстоятельствах с ними обращаются гуманно и предоставляют им в максимально возможной мере и в кратчайшие сроки медицинскую помощь и уход, которых требует их состояние. Между ними не проводится никакого различия по каким бы то ни было соображениям, кроме медицинских.

Статья 8 – Розыск

Во всех случаях, когда это позволяют обстоятельства, и в особенности после боя, без отлагательно принимаются все возможные меры к тому, чтобы разыскать и подобрать раненных, больных и лиц, потерпевших кораблекрушение, и оградить их от ограбления и дурного обращения, обеспечить им необходимый уход, а также к тому, чтобы разыскать мертвых и воспрепятствовать их ограблению и подобающим образом их захоронить.

Статья 9 – Защита медицинского и духовного персонала

1. Медицинский и духовный персонал пользуется уважением и защитой, и ему оказывается вся возможная помощь для выполнения им своих обязанностей. Он не должен принуждаться к выполнению задач, несовместимых с его гуманитарной миссией.
2. Нельзя требовать, чтобы при выполнении своих функций медицинский персонал отдавал предпочтение какому-либо лицу, кроме как по соображениям медицинского характера.

Статья 10 – Особая защита лиц, выполняющих медицинские функции

1. Ни при каких обстоятельствах ни одно лицо не может быть подвергнуто наказанию за выполнение им медицинских функций, совместимых с медицинской этикой, независимо от того, в интересах какого лица выполняются эти функции.
2. Лица, выполняющие медицинские функции, не могут принуждаться к совершению действий или выполнению работ в нарушение норм медицинской этики или других медицинских норм, служащих интересам раненных и больных, или в нарушение положений настоящего Протокола, а также к выполнению действий, требуемых такими нормами и положениями.
3. С учетом национального законодательства необходимо уважать профессиональные обязательства лиц, выполняющих медицинские функции, связанные с информацией, которую они могут получить относительно раненных и больных, находящихся на их попечении.
4. С учетом национального законодательства ни одно лицо, выполняющее медицинские функции, никоим образом не может быть подвергнуто наказанию за отказ предоставить информацию или за непредоставление информации относительно раненных и больных, которые находятся или находились на его попечении.

Статья 11 – Защита медицинских формирований и санитарно-транспортных средств

1. Медицинские формирования и санитарно-транспортные средства в любое время пользуются уважением и защитой и не могут быть объектом нападения.
2. Защита, на которую имеют право медицинские формирования и санитарно-транспортные средства, прекращается лишь в том случае, если они используются для совершения враждебных действий, выходящих за рамки их гуманитарных функций. Однако предоставление защиты может быть прекращено только после предупреждения с установлением, когда это требуется, разумного срока и после того, как такое предупреждение не было принято во внимание.

Статья 12 – Отличительная эмблема

Под контролем соответствующих компетентных властей предусматривается ношение или размещение на видном месте отличительной эмблемы красного креста, красного полумесяца или красного льва и солнца на белом фоне медицинским или духовным персоналом, медицинскими формированиями и санитарно-транспортными средствами. Она пользуется уважением при всех обстоятельствах. Эмблема не должна использоваться не по назначению.

ЧАСТЬ IV

ГРАЖДАНСКОЕ НАСЕЛЕНИЕ

Статья 13 – Защита гражданского населения

1. Гражданское население и отдельные гражданские лица пользуются общей защитой от опасностей, возникающих в связи с военными операциями. В целях осуществления этой защиты при всех обстоятельствах соблюдаются следующие нормы.
2. Гражданское население как таковое, а также отдельные гражданские лица не должны являться объектом нападения. Запрещаются акты насилия или угрозы насилием, имеющие основной целью терроризировать гражданское население.
3. Гражданские лица пользуются защитой, предусмотренной настоящей частью, за исключением случаев и на такой период, пока они принимают непосредственное участие в военных действиях.

Статья 14 – Защита объектов, необходимых для выживания гражданского населения

Запрещается использовать голод среди гражданского населения в качестве метода ведения военных действий. Поэтому запрещается в этих целях подвергать нападению, уничтожать, вывозить или приводить в негодность объекты, необходимые для выживания гражданского населения, такие, как запасы продуктов питания, производящие продовольствие сельскохозяйственные районы, посевы, скот, сооружения для снабжения питьевой водой и запасы последней, а также ирригационные сооружения.

Статья 15 – Защита установок и сооружений, содержащих опасные силы

Установки и сооружения, содержащие опасные силы, а именно: плотины, дамбы и атомные электростанции, не должны становиться объектом нападения даже в тех случаях, когда такие объекты являются военными объектами, если такое нападение может вызвать высвобождение опасных сил и последующие тяжелые потери среди гражданского населения.

Статья 16 – Защита культурных ценностей и мест отправления культа

Без ущерба для положений Гаагской конвенции о защите культурных ценностей в случае вооруженного конфликта от 14 мая 1954 г. запрещается совершать какие-либо враждебные акты, направленные против тех исторических памятников, произведений искусства или мест отправления культа, которые составляют культурное или духовное наследие народов, и использовать их для поддержки военных усилий.

Статья 17 – Запрещение принудительного перемещения гражданских лиц

1. Не должны отдаваться распоряжения о перемещении гражданского населения по причинам, связанным с вооруженным конфликтом, если необходимость в этом не вызывается требованиями обеспечения безопасности упомянутых гражданских лиц или настоятельными причинами военного характера. В случае необходимости осуществления таких перемещений принимаются все возможные меры для приема гражданского населения в условиях, удовлетворительных с точки зрения обеспечения крова, гигиены, здоровья, безопасности и питания.

2. Гражданские лица не могут принуждаться покидать свою собственную территорию по причинам, связанным с конфликтом.

Статья 18 – Общества помощи и операции по оказанию помощи

1. Общества помощи, находящиеся на территории Высокой Договаривающейся Стороны, такие как организации Красного Креста (Красного Полумесяца, Красного Льва и Солнца), могут предлагать услуги с целью выполнения своих традиционных функций в отношении жертв вооруженного конфликта. Гражданское население может, даже по своей собственной инициативе, предлагать подбирать раненых, больных и лиц, потерпевших кораблекрушение, и ухаживать за ними.

2. Если гражданское население испытывает чрезмерные лишения из-за недостаточного обеспечения запасами, существенно важными для его выживания, такими, как продовольствие и медицинские материалы, то с согласия заинтересованной Высокой Договаривающейся Стороны проводятся операции по оказанию помощи гражданскому населению, которые носят исключительно гуманитарный и беспристрастный характер и осуществляются без какого-либо неблагоприятного различия.

ЧАСТЬ У

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 19 – Распространение

Настоящий Протокол должен иметь как можно более широкое распространение.

Статья 20 – Подписание

Настоящий Протокол будет открыт для подписания участниками Конвенций спустя шесть месяцев после подписания Заключительного акта и будет оставаться открытым в течение двенадцати месяцев.

Статья 21 – Ратификация

Настоящий Протокол должен быть ратифицирован возможно скорее. Ратификационные грамоты сдаются на хранение Швейцарскому Федеральному Совету, депозитарию Конвенций.

Статья 22 – Присоединение

Настоящий Протокол открыт для присоединения любого участника Конвенций, не подписавшего его. Документы о присоединении сдаются на хранение депозитарию Конвенций.

Статья 23 – Вступление в силу

1. Настоящий Протокол вступает в силу спустя шесть месяцев после сдачи на хранение двух ратификационных грамот или документов о присоединении.
2. Для каждого участника Конвенций, ратифицирующего настоящий Протокол или присоединяющегося к нему впоследствии, он вступает в силу через шесть месяцев после сдачи на хранение таким участником его ратификационной грамоты или документа о присоединении.

Статья 24 – Поправки

1. Любая из Высоких Договаривающихся Сторон может предлагать поправки к настоящему Протоколу. Текст любой предложенной поправки направляется депозитарию, который после консультаций со всеми Высокими Договаривающимися Сторонами и Международным Комитетом Красного Креста решает, следует ли созвать конференцию для рассмотрения предложенной поправки или поправок.
2. Депозитарий приглашает на эту конференцию все Высокие Договаривающиеся Стороны, а также участников Конвенций, независимо от того, подписали они или нет настоящий Протокол.

Статья 25 – Денонсация

1. В случае, если Высокая Договаривающаяся Сторона денонсирует настоящий Протокол, денонсация вступает в силу лишь по истечении шести месяцев после получения документа о денонсации. Однако, если по истечении шести месяцев сторона, заявившая о денонсации, окажется в ситуации, упомянутой в статье 1, денонсация не вступает в силу до окончания вооруженного конфликта. Лица, которые лишаются свободы или свобода которых ограничивается по причинам, связанным с этим конфликтом, тем не менее, продолжают пользоваться покровительством положений настоящего Протокола до их окончательного освобождения.

2. Уведомление о денонсации направляется в письменной форме депозитарию, который рассылает его всем Высоким Договаривающимся Сторонам.

Статья 26 – Уведомление

Депозитарий уведомляет Высокие Договаривающиеся Стороны, а также участников Конвенций, независимо от того, подписали они или нет настоящий Протокол:

- а) о подписях, поставленных под настоящим Протоколом, и сдаче на хранение ратификационных грамот и документов о присоединении в соответствии со статьями 21 и 22;
- б) о дате вступления в силу настоящего Протокола в соответствии со статьей 23; и
- в) о сообщениях и заявлениях, полученных в соответствии со статьей 24.

Статья 27 – Регистрация

1. После вступления в силу настоящий Протокол направляется депозитарием в Секретариат Организации Объединенных Наций для регистрации и опубликования в соответствии со статьей 102 Устава Организации Объединенных Наций.

2. Депозитарий также уведомляет Секретариат Организации Объединенных Наций о всех полученных им ратификационных грамотах и документах о присоединении в отношении настоящего Протокола.

Статья 28 – Аутентичные тексты

Подлинник настоящего Протокола, английский, арабский, испанский, китайский, русский и французский тексты которого являются равно аутентичными, сдается на хранение депозитарию, который направляет заверенные копии его всем участникам Конвенций.